



Journée de l'économie
La croissance et le développement durable
grâce à l'innovation: pour une Suisse qui gagne
Vendredi 7 septembre 2007

Seul l'exposé prononcé fait foi

Discours du président

Gerold Bührer, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

L'économie suisse reste unie sous un même toit. economiesuisse, votre association faîtière, celle des organisations de branches et des Chambres de commerce, sort renforcée du processus de réforme stratégique auquel elle s'est soumise; elle est prête à affronter l'avenir. Si, l'an dernier, economiesuisse a été par moments la cible des foudres médiatiques, les orages ont parfois des vertus purificatrices. La réforme stratégique a pu être menée à bien dans les délais et elle a produit des résultats satisfaisants. Swissmem et la Société Suisse des Entrepreneurs sont revenues définitivement sur leur décision de quitter economiesuisse. Le processus de réforme stratégique, que les organisations de branches et les Chambres de commerce ont soutenu, de même que les mesures d'économies décidées, y sont pour beaucoup. Le financement de nos activités est désormais garanti durablement. Cette alliance renouvelée nous permet de mieux défendre les intérêts de l'économie suisse. Elle accroît notre force de frappe en faveur d'une économie compétitive au service de laquelle nous nous mettons.

La force de notre pays, ce sont ses entreprises, petites et grandes, sa place financière, son secteur tertiaire et sa place industrielle. Par conséquent, il est essentiel que l'économie tire à la même corde, tout particulièrement sur les thèmes clés. Et malgré quelques cas isolés qui ont été montés en épingle, les résultats des votations de cette législature et de la précédente ont démontré notre cohésion.

Nous sommes décidés à entretenir à l'avenir un dialogue permanent. Cette cohésion, principalement sur des questions décisives, renforcera notre impact. L'économie a l'intention d'utiliser cette force de frappe de manière responsable au service de la prospérité de notre pays.

L'économie suisse se porte bien. La Suisse enregistre, depuis 2004 déjà, des taux de croissance réels s'inscrivant entre 2 et 3%; depuis 2004, elle a aussi créé près de 100000 emplois et a vu son taux de chômage reculer à seulement 2,5 %. Les entreprises suisses sont compétitives si on en croit les indicateurs.

Néanmoins, rien ne dure toujours. Les turbulences qui ont récemment secoué les marchés financiers ont entraîné une légère révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'an prochain. Si les conséquences, sur l'économie réelle, de l'incertitude régnant sur les marchés financiers ne peuvent pas encore être évaluées de manière définitive, il ne faut pas exclure un ralentissement conjoncturel. Il faut ajouter à cela, sur le plan stratégique, que l'Europe occidentale comme la Suisse restent confrontées au défi de la montée en puissance des marchés émergents. En tout état de cause, le succès économique n'est pas garanti pour l'éternité. Les entreprises, les partenaires sociaux et la politique économique doivent affronter la concurrence mondiale. La volonté de procéder aux réformes nécessaires ne doit pas faiblir, même si la conjoncture est bonne.

En comparaison internationale, nous faisons partie des gagnants de la mondialisation. Évitions toutefois la suffisance. Des réformes en faveur de l'économie de marché sont nécessaires, et les finances publiques doivent être consolidées. La concurrence mondiale entre places économiques restera intense. Certains pays rattrapent leur retard. La propension à la dépense observée depuis quelque temps suite aux bons résultats financiers des collectivités publiques doit nous alerter. Si nous cédon's à la tentation, nous risquons de réduire dangereusement la marge de manœuvre disponible pour amortir les dettes et diminuer les impôts.

économiesuisse est favorable à la présentation d'un deuxième programme de croissance gouvernemental. Un tel programme ne doit pas se perdre dans les détails, mais contribuer à renforcer durablement les piliers de la croissance. Des améliorations nous paraissent requises dans les domaines de la formation et de la recherche, de l'énergie et de l'environnement, des finances et de la fiscalité ainsi qu'en matière de politique de concurrence et politique économique extérieure. Il est aussi urgent de parer à la tendance à la bureaucratisation, un phénomène qui trouve sa source dans le perfectionnisme, facteur d'augmentation des coûts.

Des progrès sont indispensables dans ces domaines clés afin de garantir une croissance suffisante à long terme. Permettez-moi de préciser un point : il va de soi que la croissance économique doit tenir compte des dimensions écologiques et sociales. Nous souhaitons satisfaire à cette obligation. À cet égard, la démonstration a été faite que la croissance et la responsabilité écologique ne sont pas antinomiques. Une économie prospère facilite au contraire la mise en œuvre de normes environnementales élevées, comme l'attestent des comparaisons internationales.

Pour un pays comme la Suisse, caractérisé par un niveau des prix élevé, la capacité d'innovation est vitale. C'est pour cette raison qu'économiesuisse a appuyé le message du Conseil fédéral préconisant d'augmenter les ressources consacrées à la formation et à la recherche de 6% par an en moyenne. Cependant, il ne suffit pas d'accroître les crédits, il faut aussi optimiser l'efficacité et la coordination. Par ailleurs, l'ouverture d'esprit face aux sciences naturelles et aux nouvelles technologies représente une nécessité. Si notre économie veut s'affirmer, les sciences naturelles et la formation des ingénieurs doivent gagner en importance. Dans cette perspective, il est impératif de combattre l'hostilité latente envers l'évolution technique dès les premières années de la scolarité obligatoire.

En ce qui concerne la loi-cadre sur les hautes écoles, il convient de dessiner rapidement une solution stratégique convaincante et moderne. Au vu de la dynamique des activités de R+D à l'échelle mondiale, nous devons poser rapidement des jalons. De plus, il est indispensable de définir clairement la répartition des tâches au sein du paysage des hautes écoles, notamment entre les instituts compétitifs à l'échelle mondiale et les autres établissements. Dans ce contexte, résoudre le problème du gouvernement d'entreprise au sein des EPF est incontournable. Étant donné la concurrence internationale, il y a peu de chances qu'une partition des Ecoles polytechniques fédérales soit la solution qui permette de résoudre rapidement les problèmes.

Une politique fiscale attrayante: voilà un autre pilier de la création d'emplois, de la prospérité et donc de recettes fiscales adéquates. Un système fiscal concurrentiel bénéficie non seulement à l'économie, mais aussi à l'ensemble de la population. Si l'on accordait en revanche du crédit aux seuls slogans et que l'on appliquait des concepts fiscaux aux effets prétendument anodins, il en résulterait une diminution du substrat fiscal. Et ce seraient avant tout la classe moyenne et les personnes aux revenus les plus bas qui en subiraient les conséquences. La Suisse n'a donc pas d'autre choix que de pratiquer une politique fiscale compétitive à l'échelle internationale. Dans cette perspective, la concurrence fiscale et la capacité d'innovation qui en découle restent à la base de toute politique visant au succès.

economiesuisse vient de publier l'étude «Qui finance l'Etat en Suisse?», qui présente les données nécessaires à une analyse globale fondée sur les faits. L'étude réfute les accusations de «désolidarisation», d'«économies à tout crin» ou de «concurrence fiscale ruineuse». En réalité, le système fiscal suisse est très solidaire et nous pensons que c'est bien ainsi. Grâce aux réformes, les recettes fiscales n'ont cessé d'augmenter. Et compte tenu de l'augmentation massive des dépenses de l'Etat, il n'est simplement pas permis de parler d'«économies à tout crin». La fiscalité doit être au service de notre pays, de la population et de l'économie. En revanche, la politique de ceux qui réfutent la réalité envers et contre tout finirait tôt ou tard par affaiblir la force fiscale de notre pays. Nous ne devons pas laisser les choses en arriver là. Les exemples négatifs d'autres pays sont instructifs. Ceux qui font campagne contre les baisses d'impôts et la simplification de la fiscalité entravent en fin de compte la croissance, l'emploi et la force fiscale.

Aussi importe-t-il de faire preuve de détermination et de mettre en œuvre les réformes fiscales à venir. Après le succès, en 1998, de la première réforme de l'imposition des entreprises, en faveur des sociétés à forte intensité de capital, le moment est venu de procéder à la deuxième réforme, qui a principalement pour effet d'alléger l'imposition des PME. Le projet atténue non seulement la double imposition des bénéficiaires auprès des sociétés anonymes, mais il introduit aussi une série d'améliorations importantes pour les sociétés de personnes. La participation qualifiée minimale de 10%, un compromis décidé en partie par égard pour les cantons, ne doit pas rester gravée dans la pierre à tout jamais. La réforme donnera des impulsions à la croissance, cela ne fait pas de doute. Toutes les entreprises en profiteront. Par ailleurs, compte tenu de la tendance internationale à la baisse des impôts, une réduction substantielle des taux d'imposition des bénéfices des entreprises ne pourra être évitée. Il conviendra en outre de mettre en œuvre une réforme conséquente de la TVA introduisant un taux unique. Enfin, au vu de l'intensité de la concurrence fiscale, les réformes fiscales doivent devenir une tâche permanente.

La concurrence s'imposera au final, j'en suis fermement convaincu. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de mettre un terme à la concurrence fiscale. Mais cela est tout aussi valable pour la Suisse. En tant que non-membre de l'UE, notre souveraineté fiscale n'est pas négociable; elle n'est pas constitutive des accords bilatéraux. La négociation créerait un précédent dangereux. La revendication de l'UE est inacceptable du point de vue du droit international public; elle est aussi hypocrite lorsque l'on pense aux nombreux privilèges fiscaux accordés à différents Etats. Accuser la Suisse de se «réserver les meilleurs morceaux» trahit au mieux une profonde réticence en matière de concurrence. Au lieu de se laisser mettre sous pression, la Suisse doit prendre conscience de sa position de force, agir en conséquence et rester fidèles à ses principes. C'est ainsi uniquement que nous nous ferons respecter à l'échelle internationale. Nous devons être fermes dans la défense de nos intérêts nationaux.

Le changement climatique et l'épuisement programmé des carburants fossiles ne doivent pas laisser l'économie indifférente. D'ailleurs, elle prend ses responsabilités. Elle contribue à résoudre le problème avec l'Agence de l'énergie pour l'économie et la Fondation Centime climatique. La croissance et le développement durable resteront les axes prioritaires des politiques énergétique et climatique. Pour

garantir la croissance, il est indispensable de mettre en place un approvisionnement en énergie fiable, avantageux et respectueux de l'environnement. Diverses mesures s'imposent pour remédier au déficit annoncé: économiser, améliorer l'efficacité énergétique, encourager la recherche, développer les énergies alternatives et remplacer les centrales nucléaires.

À l'avenir aussi, nous entendons tenir nos engagements en ce qui concerne les questions climatiques. Nous envisageons sérieusement de réduire le recours aux combustibles fossiles. Cependant, la politique climatique ne peut pas se soustraire aux principes économiques. Les projets présentés à la mi-août par le chef du Département concerné ignorent tout simplement des critères pourtant incontournables. Nous sommes convaincus que le réchauffement climatique doit être résolu par des moyens plus adéquats, harmonisés à l'échelle internationale, comme le négoce de certificats d'émission ou le transfert de technologies en faveur des grands pollueurs. C'est précisément parce qu'il s'agit d'un défi mondial qu'il faut engager la majeure partie des ressources là où les coûts sont les plus avantageux.

Les performances des entreprises suisses – de petite, moyenne et grande taille – sont considérables. Elles ont accru leurs parts de marché, amélioré leur rentabilité et créé des emplois. C'est le fruit de l'engagement des hommes et des femmes à tous les niveaux. Mais nous devons prendre nos responsabilités également à l'extérieur de l'entreprise, si nous voulons pouvoir compter sur le soutien de l'opinion publique. Nous devons montrer, en cette époque où les choses évoluent si rapidement, que la motivation, la recherche de la compétitivité et la rentabilité ne sont pas des fins en soi. Elles apporteront des fruits sous la forme d'emplois et de croissance et bénéficieront à tout le pays.

C'est à l'économie de montrer que les attitudes négatives et le perfectionnisme finissent par limiter la liberté d'entreprise et la flexibilité, et mènent dans une impasse. La société doit sentir que l'économie aussi s'engage pour la liberté et l'économie de marché. Nous devons développer des propositions constructives pour contrer le discours négatif à l'égard de l'économie actuellement très à la mode.

Il faut éviter que les craintes ressenties par la population ne nous obligent à adopter une attitude encore plus défensive quand il s'agit de défendre la concurrence et l'ouverture des marchés. La liberté d'entreprise a renforcé les fondements de notre économie, ce qui est aussi bénéfique pour l'équilibre social et écologique. Nous devons prendre au sérieux l'appel de Ludwig Erhard, qui préconisait à son époque d'étendre la liberté. Ce message reste d'actualité. Les meilleures recettes pour des réformes en faveur de l'économie de marché ne sont pas d'une grande utilité dès lors qu'elles ne sont pas à même de remporter l'adhésion de la majorité. Pour rallier une majorité, il faut être crédible et instaurer un climat de confiance. Ce n'est que lorsque le couple liberté - responsabilité fonctionnera dans la pratique que nos postulats seront entendus. Le fait d'assumer nos responsabilités et de garder les pieds sur terre contribuera à ce que la croissance, la propriété, la responsabilité individuelle et le progrès technologique seront considérés comme des piliers de notre économie. Si nous y parvenons, les réformes nécessaires en faveur de l'économie de marché rencontreront l'acceptation et notre pays restera dans le camp des gagnants.

economiesuisse souhaite faire avancer notre économie. Mesdames et Messieurs, je compte aussi sur votre engagement!

Journée de l'économies
Vendredi, 7 septembre 2007

Seul le discours prononcé fait foi

Croissance et développement durable dans la concurrence mondiale: les défis que les entreprises doivent relever

Markus Akermann, CEO Holcim Ltd

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous remercier, en mon nom et en celui d'Holcim, de cette invitation à votre rendez-vous annuel. Je suis très heureux de pouvoir m'adresser à vous à l'occasion de la Journée de l'économie et de partager avec vous mes idées sur la croissance et le développement durable. Je souhaite également remercier plus particulièrement votre président pour ses paroles d'introduction. J'aborderai le thème de la journée sous l'angle de la mondialisation de l'économie. Ensuite, je m'intéresserai au thème de la croissance et du développement durable avant de vous livrer quelques pensées personnelles sur l'innovation.

Holcim est une entreprise active à l'échelle mondiale. La petite taille du marché suisse et l'importance d'être proche du client nous ont obligés, avant d'autres, à conquérir de nouveaux marchés. C'est ainsi que nous sommes aujourd'hui implantés dans plus de 70 pays et que nous occupons 90'000 employés sur 2000 sites de production environ.

L'extraction de grandes quantités de matière première, l'exploitation de cimenteries, une activité à forte intensité de capital, la production de granulats, comme le gravier et le sable, et les produits et services annexes – béton prêt à l'emploi, goudron ou autres produits en béton – impliquent pour nous un solide ancrage dans l'environnement local ainsi que des responsabilités. Cet ancrage et nos engagements à long terme nous obligent à relever toute une série de défis techniques, réglementaires, politiques, culturels et sociaux.

Mesdames et Messieurs, la **mondialisation** ne se réduit pas à une intensification des échanges commerciaux, des mouvements de capitaux, des flux d'investissement et à un enchevêtrement économique croissant. La mondialisation s'accompagne de plusieurs grandes tendances et parmi elles les quatre suivantes :

- l'évolution démographique;
- l'urbanisation galopante;
- des besoins croissants en termes de mobilité et
- une demande croissante de matières premières et d'énergie.

à bien des égards, le monde se rétrécit et, comme l'explique Thomas Friedman dans son livre «La terre est plate», aucun individu, aucune entreprise ni aucune économie ne peut se soustraire à l'influence de la mondialisation. Cette dernière va complètement modifier les rapports de force. Le XIX^e siècle a été marqué principalement par l'Europe, alors que le XX^e siècle était plus américain. Le XXI^e siècle, en revanche, sera probablement dominé par l'Asie.

La mondialisation a révolutionné l'environnement stratégique de nombreuses branches industrielles et économiques. Pensez à l'intégration croissante des réseaux de communication ou à l'apparition sur la scène internationale d'entreprises issues de marchés émergents.

Un des principaux moteurs du changement – et vous serez d'accord avec moi – est la recherche de la **croissance** et de nouvelles perspectives de croissance.

On évoque souvent le besoin de croissance en lien avec les marchés émergents. Ce n'est à mes yeux pas un besoin, mais une nécessité absolue. C'est à cette condition seulement que les deux milliards de personnes qui continuent de vivre avec le minimum vital, voire moins, sortiront de la pauvreté. Il faut ajouter à cela qu'un nombre croissant de jeunes gens sont sur le point d'entrer sur le marché du travail. Sans la croissance, l'économie s'effondrera.

Cette évolution dynamique est également directement liée à une énorme vague d'urbanisation. De plus en plus de gens convergent vers les mégapoles surpeuplées. En 2030, 70% environ de la population mondiale, soit 5 milliards de personnes, vivront dans des villes. Les implications sont nombreuses: les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'élimination des eaux usées doivent impérativement être développées; il en va de même des réseaux routiers et ferroviaires et des infrastructures des secteurs de l'énergie et des télécommunications. A cela s'ajoute le besoin croissant de transports en commun et le déficit criant de logements.

La croissance et l'urbanisation créent des opportunités commerciales et font naître de nouveaux besoins. Dans un futur proche, et en raison de l'augmentation des revenus, une part importante de la population des marchés émergents – près d'un milliard de personnes selon «The Economist» – consommera plus que les seuls biens correspondant aux besoins élémentaires. Bref, cette évolution ouvre des perspectives prometteuses et renferme un nouveau potentiel de croissance tant pour Holcim que pour de nombreuses autres entreprises suisses proposant des produits de grande qualité. Relever le défi de concilier la croissance et le **développement durable** deviendra de plus en plus problématique, précisément pour les marchés émergents.

Nous devons tous assumer notre responsabilité en tant qu'entrepreneur et adopter la «triple bottom line», c'est-à-dire intégrer les dimensions économique, sociale et environnementale. Holcim a mis ces trois éléments centraux du développement durable sur un pied d'égalité dans sa stratégie d'entreprise, depuis des années déjà, de sorte que nous sommes tenus de réfléchir et d'agir en conséquence.

Permettez-moi d'illustrer cette stratégie par quelques exemples:

On sait que les espaces construits, c'est-à-dire les bâtiments érigés sur notre planète, sont à l'origine de près de 40% des émissions anthropiques de CO₂. Adapter le parc immobilier dans l'optique du développement durable est, à mon avis, une chance qui nous est offerte, ainsi qu'aux générations futures, de réduire les émissions de CO₂. Des concepts de construction prometteurs ont, par exemple, été mis en œuvre dans le nouvel immeuble administratif «Forum Chriesbach» de l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAEPE) de l'EPFZ à Dübendorf. Sa consommation d'énergie a pu être réduite de trois quarts par rapport à un bâtiment conventionnel. J'aimerais souligner que, en tant que matériau de construction, le béton – le bien le plus consommé dans le monde après l'eau – peut contribuer considérablement à accroître l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de CO₂ dans le domaine de la construction. L'espace construit recèle donc un potentiel énorme, c'est pourquoi – et j'insiste là-dessus – l'industrie et les transports ne doivent pas être les seuls secteurs visés quand on parle de réduire les émissions de CO₂.

Comme il est impératif d'agir, nous avons décidé, chez Holcim, de nous engager au-delà de notre sphère d'influence directe, à savoir les produits, la production et les processus. C'est dans cet esprit que nous avons créé, voici quatre ans, la Fondation Holcim pour la construction durable. Elle encourage, à l'échelle mondiale, le débat sur la construction durable auprès des architectes, des planificateurs, des ingénieurs civil et des investisseurs. Dans cette perspective, nous travaillons en étroite collaboration avec l'EPFZ, mais aussi avec d'autres universités renommées comme le MIT à Boston et la Tonji University à Schanghai. Par des recherches, des concours et des publications, nous contribuons activement à induire les progrès qui sont urgents dans ce domaine. Plus de 3000 projets de construction ont afflué de tous les continents dès le premier concours organisé par la Fondation. Une telle responsabilité ne peut être assumée par des entreprises individuelles. C'est plutôt par l'action conjuguée de l'économie et des milieux politiques qu'il faut chercher à imposer, à l'échelle mondiale, un urbanisme et des concepts de construction durable. La Suisse peut montrer l'exemple et jouer un rôle actif dans le processus de diffusion, en particulier dans ses domaines de compétence traditionnels, comme les infrastructures, l'urbanisme et les transports en commun.

Si la question du développement durable a été traitée essentiellement du point de vue écologique lors du Sommet de Rio en 1992 et dans le contexte de ressources énergétiques limitées, depuis quelques années on considère que le débat doit s'élargir et intégrer des aspects sociaux. Je vous donnerai ici un exemple de la manière dont Holcim assume sa responsabilité sociale en lien avec ses sites de production. A nos yeux, il est important que nos initiatives favorisent une prise en charge autonome afin d'assurer la diffusion de concepts éprouvés.

En Amérique latine, nous accordons, depuis de nombreuses années, une grande importance à la formation et au perfectionnement, au sein de l'entreprise comme à l'extérieur. Via une fondation, Holcim Colombie gère un centre de formation ouvert aux jeunes de la région où se trouve la cimenterie. Les enfants des paysans locaux suivent une formation pratique avec à la clé un diplôme en agriculture et technique. Cette formation de trois ans est dispensée à une centaine de jeunes par volée. Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Mesdames et Messieurs, ce serait déjà une bonne chose que de pouvoir favoriser une prise de conscience mondiale en matière de développement durable et de contribuer à développer des solutions. à mon avis, la plus grande contribution que puisse fournir l'économie, c'est l'**innovation**.

D'ordinaire, la branche des matériaux de construction n'est pas considérée comme particulièrement innovante, à tort. Permettez-moi de vous l'expliquer brièvement. Il est vrai que notre produit-phare, le

ciment, est un produit de base relativement simple. Toutefois, le ciment n'est plus un produit uniforme et sa fabrication, largement automatisée, est aujourd'hui d'un niveau technologique élevé. Pour innover en matière de processus, nous nous appuyons sur les travaux de recherche de l'EPFZ. Côté produits, en lien avec les applications potentielles des nanotechnologies par exemple, nous profitons d'une coopération active avec l'EPFL.

Partant de l'idée que la concurrence entre les entreprises en vue d'attirer les individus les plus talentueux s'intensifiera, nous avons besoin, il me semble, d'un système de formation et d'une recherche-développement de pointe en comparaison internationale. Dans cette optique, nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur les EPF et les universités. Il faut mettre en place des standards élevés également pour les hautes écoles spécialisées et tous les autres niveaux du système de formation. Ils sont la clé du succès à long terme pour la Suisse. C'est pourquoi les difficultés entourant la création du nouveau paysage des hautes écoles me préoccupent. Nous risquons de mettre en jeu une position forte si nous nous dérobons systématiquement face à des questions difficiles comme la différenciation des hautes écoles ou la concurrence entre ces établissements.

C'est l'optimisation des processus et des produits, associée à des investissements importants, qui nous a permis de réduire continuellement et de manière substantielle les émissions de CO₂. Nous allons atteindre l'objectif ambitieux que nous nous sommes fixé volontairement: réduire les émissions de CO₂ par tonne de ciment produite de 20%, par rapport à 1990, pour tout le groupe d'ici à 2010.

Ce n'est donc pas un hasard si Holcim affiche aujourd'hui les valeurs les plus basses pour les émissions de CO₂ par tonne de ciment produit parmi les groupes mondiaux. Et c'est certainement une des raisons pour lesquelles nous avons été désignés, ces deux dernières années, «Leader of the Industry» par le Dow Jones Sustainability Index.

La Suisse a déjà fait beaucoup dans le domaine du développement durable et de l'efficacité énergétique. Elle est dans le peloton de tête. La collaboration pragmatique entre l'économie et l'État a fait ses preuves et a donné naissance à des solutions innovantes et efficaces. À cet égard, il ne fait pas de doute que l'industrie suisse du ciment fournit la contribution la plus importante en vue de satisfaire les exigences du protocole de Kyoto en matière de réduction des émissions de CO₂.

Concrètement, il est essentiel pour l'industrie suisse du ciment d'accéder rapidement au système européen de négoce des droits d'émission. Par ailleurs, la Suisse serait bien inspirée d'engager des efforts auprès de l'UE pour que celle-ci accorde les droits d'émissions de CO₂ sur la base de critères d'efficacité effectifs, et non sur la base de niveaux d'émission historiques. La méthode appliquée actuellement pénalise tous ceux qui ont commencé tôt à prendre des mesures en vue de mettre en place une production respectueuse de l'environnement.

Il est important à mes yeux de donner une valeur monétaire au CO₂. On s'assure ainsi que les entreprises tiennent compte des émissions dans leurs décisions d'investissement et l'on rend plus avantageuses financièrement les technologies les plus efficaces. Cela suppose cependant que la concurrence internationale soit équitable dans le domaine environnemental. Une taxe d'incitation, telle que celle proposée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) ne satisfait certainement pas ce critère du point de vue de l'industrie.

Il est clair aussi que la Suisse n'est pas le seul pays à être en mesure de satisfaire toutes les exigences en vue d'une diminution des émissions. Afin de limiter quelque peu les distorsions de la concurrence qui en découlent, elle doit faire en sorte que d'autres états, comme les États-Unis, satisfassent, eux aussi, leurs engagements sur le plan environnemental et prennent des mesures dans

le même sens. En outre, il faut aussi montrer aux marchés émergents, à l'exemple de la Chine et de l'Inde, comment s'intégrer dans un système mondial visant à limiter les émissions de CO₂. Dans ce contexte, Holcim fait œuvre de pionnier avec le World Business Council for Sustainable Development sis à Genève. Nous nous engageons activement pour un système mondial en matière de CO₂ qui comprenne tout le secteur du ciment et proposons des solutions dans plusieurs comités internationaux.

Concilier la réduction des émissions de CO₂ et la croissance est un défi de taille. La demande d'énergie mondiale restera importante pendant longtemps. Chaque pays est confronté à la nécessité de s'assurer un accès à des sources d'énergie si possible diversifiées à long terme, indépendamment des efforts sensés et nécessaires qu'il consent en vue de réduire la consommation d'énergie. J'ai déjà mentionné le potentiel du domaine de l'immobilier en matière de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂. La Suisse doit évaluer les différentes options de manière rationnelle, sachant que la sécurité de l'approvisionnement et le respect de l'environnement sont prioritaires. En effet, les risques existants ne peuvent être exportés. Par conséquent, un approvisionnement en énergie sûr, autosuffisant et durable est essentiel pour l'économie de notre pays.

Les combustibles alternatifs représentent un agent énergétique important pour l'industrie du ciment. Afin de pouvoir, dans le respect de l'environnement, proposer l'utilisation des déchets dans le processus de fabrication du ciment sur les marchés émergents, des conditions légales claires sont nécessaires mais qui font souvent défaut. C'est pourquoi nous aidons ces pays à créer la législation correspondante. Pour accélérer ce processus, nous avons conclu un partenariat avec l'Office allemand de la coopération technique. Ensemble, nous avons élaboré des directives et des recommandations pour aider les pays intéressés à combler les lacunes de leur législation. C'est un bon exemple de transfert de savoir-faire technologique dans le vrai sens du terme et de diffusion de l'innovation au-delà de la technique. Aujourd'hui, ces recommandations ont été mises en œuvre dans plus de 20 pays d'Amérique latine et d'Asie.

Cette année nous avons aussi conclu un partenariat avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, qui a son siège en Suisse romande, dans le but de développer ensemble les normes de protection de la biodiversité. Nous espérons parvenir à formuler de nouveaux standards au cours de ces trois prochaines années, qui constitueront une référence pour toute la branche.

Je pense que ces exemples ont une chose en commun: ils innovent au-delà de la sphère purement technique, induisent la mise en place de nouveaux réseaux et s'appuient sur une coopération poussée. A l'heure actuelle, il n'est plus possible de résoudre seul des problématiques complexes. L'économie ainsi que les milieux scientifiques et politiques doivent conjuguer leurs efforts et impliquer les institutions internationales. Que ce soit au niveau international ou national, l'économie doit appuyer, auprès des milieux politiques et de l'administration, des solutions raisonnables et judicieuses qui tiennent compte de la dynamique des processus économiques.

Mon expérience chez Holcim m'a convaincu que la place économique suisse présente un attrait unique pour ces formes de coopération constructive. La présence des sièges de nombreux groupes mondiaux et institutions internationales le confirme. À mon avis, nous profitons depuis longtemps de cette situation, mais nous en sous-estimons encore souvent l'ampleur. Pourquoi la Suisse présente-t-elle une telle densité d'entreprises multinationales aux origines suisses et internationales ? Pourquoi le groupe Holcim, qui fait 98 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, reste-t-il fidèle à ses racines suisses? Il est certain que les critères traditionnels permettant d'évaluer une place économique, à savoir les infrastructures, les télécommunications, les systèmes fiscaux et législatifs, les conditions-cadre pour la

recherche-développement, etc. jouent un rôle important. À cela s'ajoute l'ouverture d'esprit de la majorité des Suisses, notre société multiculturelle et la qualité élevée de la main d'œuvre.

Pour les groupes internationaux, la Suisse est un site extraordinairement favorable en matière de management. Plus de 800 personnes travaillent dans le seul État-major du groupe, qui se trouve à cheval entre les cantons de Zurich et d'Argovie; près de la moitié d'entre elles sont étrangères et plus de 50 nationalités sont représentées. La qualité de vie en Suisse facilite la venue du personnel compétent, famille comprise. C'est pourquoi ce pays continuera d'être pour nous une plateforme de savoir-faire et de management.

La Suisse est attrayante du point de vue de l'économie. À nous de faire en sorte que cela reste ainsi. Les marchés émergents adaptent progressivement leurs conditions-cadre économiques fondamentales à celles des pays développés. Singapour, Dubaï, Hong-Kong et de grandes agglomérations d'Inde et du Brésil, pour ne citer que quelques exemples, sont à plusieurs égards en passe d'entrer dans le «premier monde». Ces centres étant proches des régions à forte croissance, leur attrait s'accroîtra au fur et à mesure du progrès économique. Nous ne devons pas ignorer cette évolution et devons tous faire en sorte de rester à la pointe à long terme. Comme le montrent les analyses d'*economiesuisse*, il est indispensable de dynamiser l'image de la Suisse en tant que place économique. L'économie est invitée à exposer ces problématiques complexes de manière compréhensible à l'opinion publique aussi.

Mesdames et Messieurs, j'arrive à la conclusion. Notre planète est devenue un village mondial. J'ai mentionné brièvement diverses tendances dynamiques en ce qui concerne l'évolution démographique, l'accélération de l'urbanisation et les besoins accrus en termes de mobilité.

L'homme doit être au centre de nos préoccupations. Il faut donner des perspectives positives à la grande majorité des quelque huit milliards de personnes qui vivront sur la planète en 2030. Aussi devons-nous prendre nos responsabilités et engager nos forces à la charnière entre croissance et durabilité.

Les personnes qui critiquent la mondialisation considèrent que les États nationaux perdront de leur importance dans le sillage de cette évolution. Personnellement, je considère qu'une vision plus contrastée s'impose. L'État continuera de jouer un rôle central dans la collaboration avec l'économie privée. Cependant, les milieux politiques sont confrontés à de nouvelles exigences et à des défis nouveaux. Plus la terre se mondialise, plus il est important de travailler dans des réseaux mondiaux plutôt que d'emprunter la voie traditionnelle, bilatérale. La Suisse, avec ses réseaux interdisciplinaires au maillage serré, possède un atout que nous devons utiliser à notre avantage.

A l'avenir non plus, nous ne pourrions pas nous passer de la croissance économique. Nous serons en mesure de financer les revendications justifiées à l'égard d'un développement durable à condition seulement de générer les bénéfices nécessaires. Les clés du succès sont l'innovation et la capacité à chercher ensemble des solutions durables.

Si nous prenons nos responsabilités ensemble et que nous saisissons les chances qu'offre la mondialisation, alors, Mesdames et Messieurs, je suis optimiste en ce qui concerne l'évolution future de l'économie suisse et de notre pays.

Je vous remercie de votre attention.

Remarque:

Le ciment est un liant hydraulique obtenu moyennant un processus de fabrication complexe. L'élément clé de la production est le four rotatif dans lequel la chaux et l'argile sont chauffées à 1450° C environ. Le frittage permet ensuite d'obtenir du clinker, un produit semi-fini. Dans le moulin à ciment, le clinker est broyé avec du gypse ainsi que d'autres matériaux comme le sable-laitier, la cendre volante et la pouzzolane.

La production de ciment est une activité à forte intensité de capital. Une cimenterie moderne équipée d'un four peut produire un million de tonnes de ciment par an au moins. Pour construire une cimenterie, il faut investir entre 200 et 300 dollars par tonne de capacité. Le béton est le bien le plus consommé dans le monde, en termes de volume, après l'eau. Un mètre cube de béton est produit à partir de 300 kg de ciment, 150 l d'eau et 2 tonnes de granulats, comme le gravier et le sable. Cf. aussi www.holcim.com

LEBENS LAUF



DR. PASCAL GENTINETTA

PERSÖNLICHE ANGABEN

Geburtsdatum:	5. September 1970
Geburtsort:	Sion / VS
Nationalität (Bürgerort):	Schweizer (Bratsch / VS)
Wohnort:	Kilchberg / ZH

AUS- UND WEITERBILDUNG

Senior Executive Program – Columbia Business School, New York (USA)	2003
Doktorat in Wirtschaftswissenschaften – Universität St. Gallen (HSG)	1993-1997
Lizentiat in Rechtswissenschaften – Universität St. Gallen (HSG)	1992-1995
Lizenziat in Wirtschaftswissenschaften, Studiengang BWL, Vertiefung Finanz- und Rechnungswesen – Universität St. Gallen (HSG)	1988-1992
Matura Typus A (Griechisch/Latein) – Gymnasium in Petit-Lancy / Genève	1984-1988

BERUFLICHE ERFAHRUNGEN

ECONOMIESUISSE

Mitglied Geschäftsleitungsausschuss, Leiter Bereich Finanz- und Steuerpolitik, verantwortlich für Postmarktfragen sowie Beziehungen zu Südamerika, arabischen Ländern und EU-Mittelmeerstaaten

Seit 1999

EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT

Eidgenössische Finanzverwaltung (Abteilung Ausgabenpolitik): Ökonom, Spezialist für die Finanzierung von Infrastrukturgrossprojekten

1996-1999

BERATUNGSMANDATE

im Transportbereich und Detailhandel

1993-1995

FINANZSEKTOR

Praktikum bei der Banque Paribas (Genève)

1991

BERUFLICHE UND SONSTIGE BINDUNGEN

Vorstandsmitglied des Grasshopper Club – Tennis Sektion, Zürich

Seit 2006

Mitglied des Club zum Rennweg, Zürich

Seit 2005

Mitglied des Verwaltungsrats der Schweiz-Arabischen Handelskammer, Genf

Seit 2004

Mitglied der Kommission für Konjunkturfragen, Bern

Seit 2003

Vorstandsmitglied der Vereinigung der Verbandsausgleichskassen, Zürich

Seit 2002

Mitglied der Bruderschaft zum Osterlamm, Brig

Seit 1999

HOBBIES UND PERSÖNLICHE INTERESSEN

Tennis (früher als Wettkampfsportler und Trainer)

Geographie, Geschichte, Kochen, Lesen, Musik, Skifahren, Tauchen, Wein, Windsurfen

BEILAGE:

LISTE DER WICHTIGSTEN PUBLIKATIONEN

Schweiz für Postmarktöffnung bereits gut gerüstet	5.2007, Die Volkswirtschaft
Liquidation partielle indirecte: Retour sur un cas d'école	22.1.2007, L'Agefi
La réforme de l'imposition des entreprises est modérée et profite aux PME (avec D. Burki)	9.1.2007, Le Temps
Die kleinen und mittleren Firmen stärken – Eine Replik zu einem Beitrag über die Unternehmenssteuerreform II (mit Dr. T. Staehelin)	28.12.2006, NZZ
Wachstumschancen im Postmarkt ergreifen, Positionspapier von economiesuisse (als Leiter der Arbeiten)	1.3.2006 (veröffentlicht)
Une harmonisation fiscale serait dangereuse pour la classe moyenne	13.6.2006, Le Temps
AI: il faut restreindre la notion d'invalidité!	7.9.2005, Le Temps
L'explosion des dépenses sociales creuse nos finances publiques (avec V. Simon)	4.7.2005, L'Agefi
La fiscalité suisse est un frein, elle devrait être un moteur de croissance	28.6.2005, Le Temps
"Finis" wird zum "Infinis" – Die Eisenbahngrossprojekte als unendliche Geschichte	24.5.2005, NZZ
Steuerreform im internationalen Vergleich – die Schweiz gerät unter Druck	5.2005, Die Volkswirtschaft
Wettbewerb und Dynamik in der Steuerpolitik – Internationaler Vergleich wichtiger Reformen und Rückschlüsse für die Schweiz, Publikation von economiesuisse (als zuständiger GL-Mitglied)	26.10.2004 (veröffentlicht)
Wachstum und Beschäftigung dank der Unternehmenssteuerreform II	10.2004, Die Volkswirtschaft
Die Schweiz ist ein Sanierungsfall, Essay	3.6.2004, Weltwoche
Gut gewürztes Fiskalmenu – Das Steuerpaket enthält keine unverdaulichen Zutaten	6.5.2004, NZZ
Mythen und Realitäten in der Finanzpolitik	2.2004, Die Volkswirtschaft
Mythen und Realitäten in der Finanzpolitik, Vorabdruck von „Wirtschaftspolitik in der Schweiz 2004“	27.2.2004 (veröffentlicht)

Die Schuldenbremse bremst zu wenig – Besorgniserregender Finanzplan des Bundes	15.10.2002, NZZ
Postmarkt rechtzeitig öffnen: Die Position der Wirtschaft	7.2002, Die Volkswirtschaft
Ausgabenkonzept – Diskussionsplattform der Wirtschaft zu den öffentlichen Finanzen, Publikation von economiesuisse (als Leiter der Arbeiten)	25.6.2002 (veröffentlicht)
Die wirtschaftliche Doppelbelastung der Unternehmens- gewinne – Wege zu ihrer Milderung im Rahmen einer umfassenden Stärkung des Wirtschaftsstandorts Schweiz, Positionspapier von economiesuisse und SGV (als Leiter der Arbeiten)	27.9.2001 (veröffentlicht)
Strategie für einen wettbewerbsfähigen Postmarkt – Vorschläge der Wirtschaft für die zügige Marktöffnung und die Zukunft der Schweizer Post, Positionspapier von economiesuisse (als Leiter der Arbeiten)	19.4.2001 (veröffentlicht)
Concept fiscal pour la Suisse: Propositions de l'économie en vue du renouvellement du régime financier	6-7.2000, Der Schweizer Treuhand
Steuerkonzept für die Schweiz – Vorschläge der Wirtschaft zur Neugestaltung der Finanzordnung, Publikation des Vororts (als Leiter der Arbeiten)	13.4.2000 (veröffentlicht)
Möglichkeiten einer Privatfinanzierung im Zusammenhang mit den Eisenbahngrossprojekten, Bericht zuhanden des Departementchefs des UVEK (als Verfasser des Berichts)	3.1999 (veröffentlicht)
L'ingénierie économique et financière de grands projets d'infrastructure – modèle appliqué au projet Swissmetro	1997, Bern, Haupt (Dissertation HSG)
La réforme gouvernementale suisse – le secrétaire d'Etat comme solution aux problèmes	1992 (Diplomarbeit HSG)